



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations**

**PREFET DE LA SAVOIE**

Service protection et santé  
animales et installations  
classées pour la protection de  
l'environnement

**ARRETE PREFECTORAL  
portant prescriptions spéciales**

**Société Savoie Fioul ACTS représentée par maître BLANCHARD  
Commune de la BATHIE**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le code de l'environnement, titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment ses articles L. 512-12 et R.512-52 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 21 avril 1973 à la société anonyme Ruaz et David pour l'exploitation d'un dépôt de liquides inflammables sur le territoire de la commune de la Bâthie ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré à la société Savoie fioul ACTS le 21 novembre 1993 ;

**VU** le jugement en date du 13 juin 2006 par lequel le tribunal de grande instance d'Albertville a désigné maître Jean BLANCHARD en tant que mandataire judiciaire du dernier exploitant de l'installation, la SARL Savoie fioul ACTS ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales en date du 3 avril 2009 imposant à la sarl Savoie fioul ACTS, représentée par maître BLANCHARD de faire procéder aux diagnostics sur l'état des milieux à l'intérieur et à l'extérieur du site et de définir un plan de gestion de la pollution ;

**VU** les arrêtés préfectoraux des 29 août 2008 et 22 avril 2011 portant prescriptions spéciales à la SARL Savoie fioul ACTS représentée par maître BLANCHARD de mettre en œuvre et d'exploiter un dispositif de surveillance des eaux souterraines ;

**VU** le document établi par l'organisme Dekra Conseil HSE intitulé « plan de gestion/analyse des risques résiduels » daté du 23 février 2010 et de référence 01860967/C ;

**VU** le document établi par l'organisme Dekra Conseil HSE intitulé « interprétation de l'état des milieux » daté du 24 février 2010 et de référence 01860967/b-1 ;

**VU** les documents établis par l'organisme Serpol intitulés « mise en œuvre de mesures d'urgence de mise en sécurité / travaux réalisés en juillet et en août 2010 » de septembre 2010 et mars 2011 de référence 6537-1, 6537-2 et 6537-3 ;

**VU** les différents rapports de contrôle de la qualité des eaux et notamment le rapport de référence 50225109/E-1 établi par l'organisme Dekra Conseil HSE et portant sur la campagne de juillet 2012 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 3 janvier 2013 ;

**VU** l'avis du CODERST du 22 janvier 2013 ;

**CONSIDERANT** qu'il a été constaté lors d'une réunion sur le site, le 5 juillet 2012, que les mesures contenues dans le plan de gestion n'ont pas été mises en œuvre ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort de l'étude des documents susvisés que, même si des mesures d'urgence ont été prises, elles n'ont pas eu un effet suffisant pour atteindre les objectifs du plan de gestion fourni et qu'elles ne peuvent se substituer à celui-ci, en particulier, les terres comportant une teneur en hydrocarbures comprise entre 2000 et 10000 mg/kg n'ont pas été évacuées et les mesures de recouvrement du sol prévu n'ont pas été réalisées ;

**CONSIDERANT** que le plan de gestion doit être modifié afin de prévoir une dépollution des terrains à une valeur permettant de respecter l'objectif de dépollution de la nappe souterraine de 1 mg/l en hydrocarbures, l'expérience montrant que cette valeur ne peut être supérieure à 500 mg/kg ;

**CONSIDERANT** que le nouveau plan de gestion, à établir dans un délai d'un mois, doit être mis en application effective dans les meilleurs délais ;

**CONSIDERANT** que l'interprétation de l'état des milieux du 24 février 2010 et de référence 01860967/b-1 est établi sur la base d'un objectif de dépollution contenu dans le plan de gestion fourni qui n'a pas été respecté ;

**CONSIDERANT** que le rapport Dekra de référence 50225109/E-1 indique la nécessité de vérifier:

- la compatibilité des pollutions observées sur le site avec un usage futur au moyen d'une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS),
- la compatibilité des pollutions observées hors site avec les usages qui y sont constatés au moyen d'une nouvelle interprétation de l'état des milieux (IEM) ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La SARL Savoie fioul ACTS, représentée par maître BLANCHARD, dénommé ci-après l'exploitant, est tenue de se conformer au présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. A cet effet elle est tenue de réaliser les travaux et obligations suivants:

1. Compléter et modifier le plan de gestion afin de rendre celui-ci compatible avec les mesures de gestion relevant du point 2 ci après et les objectifs de dépollution suivants:

	composés	valeurs retenues	unité
Pour les sols	• hydrocarbures totaux	500	mg/kg
Pour les eaux souterraines	• hydrocarbures totaux	1	mg/l
	• arsenic	0,1	
	• nickel	0,02	
	• plomb	0,05	
	• mercure	1	µg/l
	• total 6 HAP	1	
	• benzène	10	
	• toluène	100	
	• éthylbenzène	100	
	• xylène	500	

2. Compléter et modifier l'interprétation de l'état des milieux afin de montrer s'il y a ou non compatibilité, hors site, des usages constatés avec les pollutions observées et, le cas échéant, définir les mesures de gestion qui devront être prises afin de rétablir cette compatibilité.
3. Communiquer à l'inspection des installations classées le plan de gestion complété et modifié et l'échéancier de réalisation associé dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté. L'échéancier devra prévoir des délais de réalisation les plus courts possibles et être compatibles avec les dispositions du point 4 suivant.
4. Evacuer les terres les plus polluées conformément au nouveau plan de gestion dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si le traitement in situ de certaines catégories de terres polluées est prévue par le plan de gestion, ce traitement devra être mis en place dans un délai de trois mois.

5. Réaliser l'intégralité des travaux et obligations prévus dans le plan de gestion selon l'échéancier établi en application des dispositions du point 3 ci-dessus.
6. Réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) dans un délai de 2 mois après la réalisation des travaux prévus au plan de gestion

## ARTICLE 2 Restrictions d'usages

Sauf justifications apportées par l'évaluation quantitative des risques résiduels sur site et de l'interprétation de l'état des milieux hors site, un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Ces servitudes auront pour finalité de garantir la santé

et la sécurité des futurs occupants du site ainsi que des usagers des terrains situés immédiatement en aval hydrogéologique. Les propositions prendront la forme d'une SUP telle que prévue aux articles L.515-8 et suivants du code de l'environnement.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Bâthie et tenue à la disposition du public.

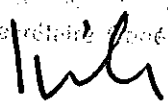
Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la mairie par les soins de monsieur le maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

### ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de La Bâthie.

Chambéry, le **28 MARS 2013**

LE PREFET  
Pour le Préfet et en l'absence,  
Le Secrétaire Général,  
  
Cyrille LE VELY